JULIEN LESCAZE,

Secrétaire du Comité international de la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge et la lutte contre l'opium.

I

Les dangers de l'opium ; les difficultés de la lutte.

Il nous paraît tout à fait inutile d'insister ici sur l'influence pernicieuse de l'opium en particulier et des stupéfiants en général. D'éminents médecins ont suffisamment démontré quels ravages ces drogues accomplissent, quelles conséquences inévitables, physiques et intellectuelles, frappaient sans tarder les esclaves des stupéfiants.

Les gouvernements ont dû se préoccuper du problème de l'opium ; l'habitude des stupéfiants s'étendait à des pays entiers, ruinait des populations autrefois prospères et menaçait de poursuivre sa conquête sans répit. En 1912, les représentants de 18 Etats se réunirent à La Haye et envisagèrent les moyens de diminuer le trafic de l'opium. Après de laborieuses discussions, ils rédigèrent une convention et la signèrent le 23 janvier 1912. En 1913, une nouvelle conférence eut lieu dans la même ville ; 34 Etats sur 46 qui avaient été convoqués, signèrent une nouvelle convention. A la veille de la guerre, au mois de juin 1914, une III^{me} Conférence enregistra la signature de 44 puissances, 11 l'avaient ratifiée et 14 se disposaient à le faire ¹.

Une résolution de la conférence décida la mise en vigueur de la convention sans attendre la ratification des autres puissances signataires.

Après la guerre, le traité de paix de Versailles, réserva un article à la question du trafic de l'opium et des stupéfiants.

Les ravages des drogues s'étaient énormément accrus en Europe. Dans une série de pays, les législations intérieures, désarmées devant la vente illicite des stupéfiants, cherchèrent à s'opposer au fléau à coups de textes de lois (France, Italie, Belgique, Genève). Mais la lutte était trop inégale.

¹ Office international d'Hygiène publique, n° 12, décembre 1919.

La lutte contre l'opium.

A Washington, un marchand de stupéfiants, avouait avoir réalisé en une année 150,000 à 170,000 dollars de profit ¹. Les bénéfices qu'on peut retirer de ce commerce sont trop rémunérateurs et trop tentants pour qu'une loi puisse effrayer les individus qui s'y adonnent. Ceux-ci font preuve de trésors d'habileté et d'ingéniosité qui rendent bien vaine une législation intérieure. Une preuve entre mille : on signalait à la frontière allemande, une auto suspecte ; les douaniers français réussirent à l'atteindre, ils visitèrent minutieusement la voiture. Aucune marchandise prohibée ne fut découverte, lorsqu'un des douaniers eut l'idée de vérifier les pneus de rechange et y trouva deux kilos de cocaïne ².

On s' imagine généralement et d'une manière simpliste que seules l'Inde et la Chine sont les pays producteurs de l'opium, et que les maux qu'engendre cette drogue sont circonscrits à ces pays et quelques autres très proches.

On ne se rend pas suffisamment compte que l'Europe et l'Amérique sont en train de devenir terres d'élection des stupéfiants. M. Brenier, directeur général de la Chambre de Commerce de Marseille, spécialiste de ces questions, signataire au nom de la France de la Convention de 1912, disait : « Si je ne me croyais pas tenu à la discrétion professionnelle tant que l'enquête à laquelle nous allons procéder (enquête de la Commission consultative de la Société des Nations concernant le trafic de l'opium, voir § II) ne sera pas rendue publique, on serait étonné de certains chiffres que je pourrais donner, sur la diffusion de la morphomanie et de la cocaïnomanie dans certains pays d'occident ³.

La Chine, du reste, a fait un effort considérable pour diminuer chez elle la culture et l'usage de l'opium. M. Wellington Koo signalait à l'assemblée de la Société des Nations, le 15 décembre 1920, les mesures prohibitives et éducatives prises par le gouvernement chinois.

¹ *The Continental Times*, 14 avril 19.

² *Tribune de Genève*, 25 février 1922.

³ *Journal de Genève*, 11 mai 1921.

Julien Lescaze.

« La perte d'une source de revenus considérables qui résulte de l'interdiction d'importation de l'opium, disait-il, n'a pas empêché le gouvernement de continuer vigoureusement sa campagne contre la drogue.

« En appliquant une politique très ferme, en prohibant la culture, la vente, le transport et l'usage de l'opium d'une part, en apprenant aux enfants dans les écoles et les collèges d'autre part, quels sont les ravages causés par la funeste habitude de l'opium, le Chine a réussi à éliminer presque complètement l'usage de l'opium. »

M. Wellington Koo donnait quelques détails sur la sévérité et la conscience avec lesquelles le gouvernement traquait la contrebande dans les ports chinois et saisissait les stocks d'opium cachés. A Shanghai, par exemple, en 1918, une quantité d'opium d'une valeur de plus de 10 millions de dollars avait été accumulée. Elle appartenait à des marchands étrangers; le gouvernement racheta cette formidable réserve et la détruisit solennellement et publiquement en présence des fonctionnaires étrangers et chinois.

L'Agence Reuter annonçait ¹ qu'un décret du gouvernement chinois décidait d'avancer ou de dégrader ses fonctionnaires suivant leur zèle ou leur négligence dans la lutte contre le commerce de l'opium.

Mais l'effort général contre les stupéfiants est paralysé par la coalition de tous les intérêts qu'une diminution dans la production et dans la consommation de l'opium générerait considérablement.

En effet certains gouvernements retirent des bénéfices énormes de la culture du pavot; les Indes en particulier, où le British Monopoly sur l'opium est une des grandes ressources du budget. Sur une surface de 10 à 12 km., par ordre du gouvernement, 2 sont réservés à la culture du blé tandis que le reste est consacré à la culture du pavot.

Plus du 50% des revenus que le gouvernement tire des Indes proviennent du trafic de l'opium ².

¹ *Journal de Genève*, 11 août 1921.

² *Journal de Genève*, 24 juillet 1921.

La lutte contre l'opium.

En 1916¹ la culture du pavot s'étendait sur 5,934 hectares
En 1919 » » » » » » 12,446 »
Les Indes produisaient¹ 124 tonnes d'opium en 1916
130 » » » 1919

L'interdiction chinoise concernant l'opium a fait naître dans ce pays une véritable passion pour la morphine. C'est le Japon qui fournit ce stupéfiant aux Chinois, il l'achète aux chimistes anglais de Londres et d'Edimbourg ; c'est donc, en dernier ressort, l'opium des Indes qui continue à se débiter.

Les exportations anglaises¹ au Japon ont passé de 5 tonnes en 1911 à 28 tonnes en 1919 — une tonne fournit 32 millions d'injections. Ces quantités énormes de stupéfiants passent par des routes longues et compliquées avant d'atteindre leur but.

Sir Francis Aglen, inspecteur général des douanes maritimes chinoises, annonça, dans un meeting à Peking que les douaniers avaient saisi en 1919 21 tonnes d'opium et 4 quintaux de morphine et autres dérivés. Ces chiffres, ajoute-t-il, ne sont qu'une petite fraction de ce qui pénètre réellement dans le pays.

Tant que la production de l'opium sera supérieure à la consommation requise pour un usage médical et scientifique, tant que les champs pourront être librement ensemencés de pavots et que l'on encouragera même cette culture, tous les efforts législatifs et toutes les conférences éducatives resteront lettre morte.

Pour qu'une solution efficace intervienne, il faudrait obtenir l'adhésion des Etats intéressés à certains principes de santé morale et physique, et l'absolue sincérité dans l'application des mesures nécessaires prises en commun pour enrayer le mal.

II

La Société des Nations et la lutte contre l'opium.

Si les conséquences de l'absorption de ces drogues sont connues, les moyens à employer pour réduire le trafic et la vente

¹ *Times*, 11 mai 1922.

Julien Lescaze.

de l'opium sont beaucoup plus malaisés à trouver et se heurtent, comme nous l'avons indiqué, à des difficultés de toutes sortes.

La Société des Nations inscrit dans son pacte sa détermination de poursuivre une lutte énergique contre les stupéfiants. Elle déclare :

ART. 23. — « Sous la réserve et en conformité des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les membres de la Société :

c) chargent la société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants, du *trafic de l'opium et autres drogues nuisibles*. »

Ce n'était là qu'un commencement ; l'article 23 n'avait encore que la valeur d'une déclaration platonique. Mais c'était un indice des préoccupations des gouvernements et de leur désir d'étudier ensemble certains côtés du trafic des stupéfiants.

La première assemblée de la Société des Nations adopta, le 15 décembre 1921, une série de résolutions concernant l'opium. Il fut décidé que le Conseil de la Société des Nations nommerait une Commission consultative pour étudier ce problème. Le 21 février 1921, M. Wellington Koo, représentant de la Chine, présentait au Conseil un rapport au sujet de cette Commission consultative.

1. La Commission sera composée de représentants des nations les plus spécialement intéressées à cette question : la Chine, le Japon, la Hollande, la Grande-Bretagne, la France, l'Inde, le Siam, le Portugal.

2. Elle se réunira chaque fois que le besoin s'en fera sentir, et sera tenue, trois mois avant l'ouverture de chaque session de l'Assemblée, de présenter au Conseil un rapport quant à l'exécution des accords concernant le trafic de l'opium et autres stupéfiants dangereux.

Il était prévu pour les pays qui avaient signé la convention

La lutte contre l'opium.

sur l'opium, mais qui n'étaient pas encore membres de la Société des Nations, la possibilité de faire partie de la Commission consultative à titre de membres ou d'assesseurs. En outre, une invitation spéciale était adressée aux Etats-Unis. Le Conseil était autorisé à joindre à la Commission trois membres avec voix consultative ayant une connaissance approfondie du sujet et ne représentant aucun gouvernement.

Dès l'adoption de ce rapport le secrétaire général de la Société des Nations invita les gouvernements à nommer leur représentant à la Commission consultative.

Celle-ci se réunit les 2, 3, 4, 5 mai 1921 pour préparer son premier rapport.

Le point de départ de son travail était tout naturellement la Convention internationale de l'opium, signée à La Haye en 1912. Cette convention avait pour but de « poursuivre la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine, de la cocaïne, ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substances. » Elle stipulait l'introduction de mesures de contrôle communes touchant la production, la fabrication et le commerce de ces stupéfiants.

La Commission consultative voulut d'abord obtenir des Etats des précisions sur les dispositions qu'ils avaient prises pour appliquer les clauses de la Convention de l'opium. Au moment de la réunion de la Commission, certains pays éloignés n'avaient pas encore pu répondre au questionnaire qui leur avait été envoyé. La Commission décida d'attendre d'avoir en mains tous les éléments nécessaires d'une enquête approfondie avant de présenter un rapport à l'Assemblée sur ce sujet.

Mais elle tint à recommander sans tarder certaines mesures pour faciliter l'exécution de la Convention de 1912. (Nous ne donnons ici que les plus importantes de ces recommandations).

« Que tous les pays qui participent à la Convention, présentent chaque année à la Société des Nations un rapport exposant ce qu'ils ont fait sur leur territoire pour appliquer les clauses de la Convention et donnant des précisions et des statistiques

Julien Lescaze.

sur la production, la fabrication et le commerce de l'opium.

« Que le Conseil étudie la possibilité d'une enquête sous les auspices de l'organisation internationale d'hygiène de la Société ou toute autre organisation, pour déterminer approximativement la quantité moyenne de drogues, mentionnée au chapitre III de la Convention, nécessaire à la science et à la médecine.

« Que le Conseil propose l'adoption d'une procédure spéciale aux gouvernements ayant pris part à la Convention internationale de l'opium, de façon à leur permettre de remplir les obligations qui leur incombent, conformément aux articles 3, 5 et 13 de la Convention.

« Toute demande d'exportation faite par un importateur pour la fourniture de l'un quelconque des produits auxquels s'applique la Convention, devra être accompagnée d'un certificat du gouvernement importateur, stipulant que l'exportation de l'envoi en question est approuvée par le gouvernement et qu'elle est requise pour des besoins légitimes. Dans le cas des drogues visées par le chapitre III de la convention le certificat spécifiera qu'elles sont destinées exclusivement à des fins médicales ou scientifiques. »

Les difficultés d'une lutte effective contre la contrebande des stupéfiants proviennent avant tout du fait de l'envoi très facile de ces drogues par la poste. La Commission étudia ce côté de la question. La dernière conférence de l'Union postale à Madrid inséra de son côté dans la Convention de l'Union postale universelle, une clause interdisant l'envoi par la poste de l'opium, de la morphine, de la cocaïne, etc.

Le rapport de M. Wellington Koo au sujet des vœux proposés par la Commission consultative, fut approuvé par le Conseil de la Société des Nations le 28 juin 1921. Le rapporteur faisait remarquer que jusqu'à présent la législation internationale ne se préoccupait guère que de la question du trafic de l'opium, mais qu'il était nécessaire, si l'on voulait obtenir une amélioration au redoutable état de fait actuel, que les nations se mettent également d'accord sur un programme envisageant la suppression progressive de la production de l'opium.

La lutte contre l'opium.

L'Assemblée générale de la Société des Nations discuta le rapport du Conseil le 30 septembre 1921. M. Wellington Koo, tenant compte des observations faites à l'Assemblée, présenta au Conseil, le 12 octobre 1921, un nouveau rapport qui fut adopté. L'Assemblée avait donné en effet son approbation aux enquêtes proposées par la Commission consultative, mais avec les réserves suivantes : ces enquêtes n'auraient qu'un caractère scientifique ; on ne procéderait à ces enquêtes que par l'intermédiaire ou avec le consentement du pays intéressé.

La Commission consultative était invitée pendant sa prochaine session à étudier les possibilités de faire une enquête afin de déterminer la quantité moyenne d'opium brut, spécifié au chapitre I de la Convention, nécessaire pour les besoins légitimes des différents pays, et de présenter un rapport à ce sujet.

On demandait à l'Allemagne et à l'Etat serbo-croate et slovène, de désigner un représentant à la Commission consultative. On décidait de faire une démarche auprès de tous les gouvernements pour obtenir leur adhésion à la procédure proposée par la Commission consultative concernant les certificats d'importation, procédure approuvée par le Conseil de la Société des Nations le 28 juin 1921.

La Commission était priée de poursuivre ses études non seulement quant aux stupéfiants visés par la Convention de 1912, mais à toutes les autres drogues nuisibles quelle que soit leur origine, produisant des effets analogues.

Enfin, le Conseil de la Société des Nations priait la Commission de lui donner son avis sur les avantages qu'il y aurait à convoquer une conférence internationale composée des Etats signataires de la Convention de 1912 et des membres de la Société des Nations pour élaborer une nouvelle convention, cherchant à supprimer l'usage illégitime de tous les stupéfiants.

Le 13 janvier 1922, le rapporteur au Conseil de la Société des Nations était obligé de constater que malgré les questionnaires envoyés aux gouvernements, l'étude du problème n'avancait que très lentement, car les pays intéressés ne se pressaient guère d'envoyer des documents à la Commission consultative.

Julien Lescaze.

La Perse, la Turquie d'Asie et d'Europe (ancienne Macédoine partagée actuellement entre la Yougoslavie et la Grèce), la Bulgarie, la Hongrie, l'Autriche sont aussi pays producteurs d'opium. La lutte n'est donc possible que par un accord entre les puissances. Mais déjà, aux dires unanimes des experts, la question de l'opium aurait perdu de son acuité si la Convention de 1912 avait été observée par tous les Etats.

A la Société des Nations certaines résolutions ont été amendées dans un sens plus élastique, et comme le montrait encore le rapporteur au dernier conseil, peu de gouvernements cherchent à apporter leur aide à la Commission consultative. Dans cette question aussi, comme dans tant d'autres, les Etats jaloux de leur souveraineté ne veulent pas en abandonner une partie, si minime soit-elle, pour vaincre un vice qui affaiblit et dégrade l'humanité.

III

Le rôle de la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge doit contribuer de toutes ses forces à la lutte entreprise contre les stupéfiants. Elle ne peut pas rester indifférente aux conséquences terribles de l'extension de ce mal, Parmi toutes les activités de paix qui s'imposent à elle, une action énergique dans cette direction doit être entreprise.

La Ligue des Croix-Rouges a étudié certains côtés du problème et a fait plusieurs suggestions au Conseil de la Société des Nations.

Les Croix-Rouges des pays intéressés à l'usage et à l'abus de l'opium doivent donner leur concours entier aux gouvernements, afin d'obtenir une coopération effective dans ce domaine.

Cette coopération peut être envisagée principalement par une campagne organisée d'éducation et d'instruction des masses. Des affiches, des conférences, des brochures, des représentations cinématographiques éveilleraient l'attention du public sur les dangers réels des stupéfiants et chercheraient à lui faire comprendre toutes les conséquences désastreuses sur l'organisme humain

La lutte contre l'opium.

de l'habitude des drogues. Un appel aux Croix-Rouges d'Orient va être lancé pour amorcer cet effort de vulgarisation et d'éducation populaire.

Le Conseil général de la Ligue des Croix-Rouges (IX^{me} résolution) a décidé d'organiser à Bangkok, en novembre 1922, une conférence des Croix-Rouges orientales. La Ligue des Croix-Rouges met la question de l'opium à l'ordre du jour de cette conférence. Ce sera une magnifique occasion pour les Croix-Rouges nationales de s'entendre sur les mesures à prendre et de coordonner leurs initiatives diverses afin d'obtenir des résultats efficaces. La Ligue voyait un avantage à ce qu'un délégué de la Société des Nations assiste à la conférence de Bangkok, après s'être renseigné sur place par des enquêtes. Mais le Conseil de la Société des Nations renonce à envoyer un représentant ; il offre de mettre tous les documents de son secrétariat à la disposition de la Ligue et préconise plutôt de chercher des précisions et des statistiques auprès des autorités médicales, qu'auprès des gouvernements. Le Conseil de la Société des Nations propose que la Ligue invite à la conférence un membre de l'Institut Rockefeller, lequel s'occupe de recherches spéciales.

Les Croix-Rouges nationales peuvent beaucoup pour intensifier la lutte contre l'opium. Leur rôle naturel en temps de paix n'est-il pas de lutter contre les maladies et les souffrances de l'humanité ?

Déjà en Orient les Croix-Rouges japonaise, chinoise, siamoise, des Indes néerlandaises, des Indes britanniques se préoccupent du problème de l'opium. De nouvelles sociétés en formation, le Croissant-Rouge de l'Afghanistan, le Lion et le Soleil Rouge persan en formation, ne manqueront pas de joindre leurs efforts à ceux de ces Croix-Rouges plus anciennes pour réaliser l'idéal que symbolise la Croix-Rouge.

De plus en plus l'action des Croix-Rouges doit s'orienter résolument vers une amélioration des conditions générales de la santé publique. Elles doivent se dresser contre toutes les ignorances et toutes les turpitudes, comme devant tous les intérêts qui tendent à abâtardir l'humanité faible et malheureuse.

Julien Lescaze.

La Croix-Rouge suit un développement logique, son rayonnement augmente selon les voies toutes naturelles et ce n'est pas une utopie ou un rêve que de prévoir le jour, où après avoir pansé les blessures de la guerre, elle travaillera à guérir et à protéger les hommes de tous les pièges de la civilisation, du vice et de la nature, et se transformera ainsi en une sorte de Comité volontaire de salut public et d'hygiène sociale.